L'ABEILLE.

PAR LIVRAISON, TOUS LES JOURS, PAR

JEROME BAYON,

AUTEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Le jour est à NOUS sous conserver.

LUNDI MATIN, 11 AOUT 1834.

INTERIEUR.

NOUVELLES-ORLEANS, 11 août.

Faute de place aux nouvelles, nous avons omis plusieurs articles que nous avons à la page anglaise pour les nouvelles du Canada, où remarquera l'arrivée au Havre, du 2 juin, de l'Augusta le 11, le Florence et le New-York le 12, et enfin celle le 15, et le Casimir Perrier le 19. Le Créole devaient partir sous peu pour ici. Le Mississippi a été rencontré le 30 juillet et le Missouri devait être de retour pour ce port.

Le Maire par sa lettre au Conseil de ville de samedi dernier, a proposé au corps qu'il vient d'acheter la terre de M. Evariste Blanc, pour l'établissement d'un cimetière, à $5000 meilleur marché que la somme allouée pour cette acquisition par la Ville dans sa dernière séance.

Nous insistant toute l'importance du moment fera sans doute sur tout de suite les travaux nécessaires au nivellement.

Il est question de faire un chemin le long du canal Girod, qui conduira directement au nouveau cimetière, et de le faire immédiatement. Ce chemin aura, dit-on, deux arpents ; il recouvrira la route de moitié.

Nous lisons dans la séance du Conseil deux rapports intéressants qui ont été mis à l'ordre du jour pour la séance d'aujourd'hui.

Vendredi dernier, à neuf heures du soir, on a fait la première expérience de l'éclairage par le gaz. Nous pouvons assurer qu'il est impossible d'obtenir un succès plus complet. La lumière était si vive, qu'à plus de cent pieds de distance, il était facile de lire. Cet essai doit suffire pour convaincre le public de l'avantage immense qu'a cet éclairage sur celui qui est maintenant en usage.

NOUVELLES RECENTES D'ESPAGNE.

On nous a communiqué un supplément du *Diario* de la Havane du 26 dernier, contenant des nouvelles de Cadix du 5. Par un decret royal, la reine régente nomme une commission composée de don J. G. Gonzales, don J. A. Guerra, don A. Fernandez de los Rios et don Salustiano Olozage pour réviser le code de commerce. Par un autre décret elle nomme aux honneurs des *proceres* (pairie) nombre de chefs militaires et ecclésiastique qui se sont fait remarquer par leur attachement au gouvernement. La nouvelle de la nomination du comte de Torreno au département des finances, est confirmée. Nous n'avons rien trouvé de plus dans ce supplément.

NOUVELLES DU MEXIQUE.

Nous avons reçu nos lettres de Tampico jusqu'au 30 du mois dernier, par la goëlette *Bonita*, et celles de Véra-Cruz jusqu'au 22, par la *Josefa*. Nous voyons avec plaisir que la tranquillité sera sous peu rétablie dans cette république. Une députation de Puebla a été envoyée, le 16, auprès de Santa-Anna, pour demander à capituler ; il paraît que le 13 la place tenait encore. Le général Quintanar, qui commandait, a été blessé. Valadolid s'est rendu aux troupes du gouvernement. Les généraux Cortazar et Baragan commencent sur Jalisco, qu'ils espèrent soumettre.

Le choléra ravage une partie du Mexique. Dans l'état d'Oaxaca, à Mexico, Jalapa et autres villes.

La ville importante de San Luis de Potozi, qui s'était déclarée contre le président, est rentrée dans l'ordre, et le général Cortazar s'est emparé de la ville par suite d'une capitulation. Le général Romero, qui commandait cette ville, a pris la fuite. On dit que Moctezuma est conduit à Tampico comme prisonnier et que Russel s'est enfui de Tampico.

Le 5 juillet, le gouverneur de l'Etat de Mexico, lança un décret contre le vice-président de la république, Valentin Gomez Farias, déclarant qu'il ne serait plus reconnu comme vice-président, ensuite le gouvernement ajoute que les doctrines d'Octavisme sont rappelées, et que les exilés peuvent rentrer en masse dans l'Etat de Mexico.

Le 11 courant, le secrétaire Méconain de la guerre et de la marine, a lancé une circulaire où l'on voit ce qui suit : « Le plus grand ordre règne généralement dans la capitale, il ne manque pas de personnes dans les cafés qui cherchent à troubler la tranquillité publique ; c'est pourquoi le président, pour éviter les troubles que ces hommes pourraient occasionner, a fait conduire dans la forteresse tous les chefs qui peuvent se révolter contre le gouvernement suprême. Il a patriotiquement ordonné que les hommes qui, dans les pays d'en tout le pays et qui sont rangés du côté de ses ennemis, soient détenus et que leurs biens soient confisqués comme traîtres.

Le général Mateiles, était dans un nouveau Léon, avait [illegible] qu'il va quitter [illegible] de quitter cette ville et le pays. [illegible] Santa-Anna, [illegible] juillet, [illegible] être revenu par Santa-Anna, à venir le [illegible], par la route de Vera-Cruz, Xalapa, Puebla, sans doute dans l'intention de montrer au peuple un personnage d'un rang distingué qui souffrait sous les décrets injustes publiées contre la religion.

Dans la ville de Guanaxuato, la municipalité étant assemblée [illegible], a décrété qu'elle maintiendrait la religion catholique apostolique romaine dans tous ses droits, sans admettre d'autres ; qu'elle soutiendra également Don Antonio Lopez Santa-Anna comme président constitutionnel de la nation ; ainsi que ses pouvoirs suprêmes de l'Etat, et elle déclare en outre qu'elle méconnaît les décrets et lois [illegible] relativement aux réformes dans l'état [illegible] et aux proscriptions de même que les décrets du vice-président de la république, préjudiciables aux intérêts du peuple tels que la fermeture du port de Soyola-Manna. Cette municipalité ne consent pas non plus à la persécution des citoyens par cause d'opinions politiques.

A une assemblée de la municipalité de Villagran, les mêmes sentiments ont été exprimés et le décret lancé.

La législature de Zacatecas, dans la séance du 20 juillet a décrété que les autorités prêteraient de nouveau le serment de maintenir la constitution générale et celle de l'état, partie chérement aux articles 1, 3 et 171 de la première, et 6 et 16 de la dernière. Ces articles ont rapport à l'indépendance de la nation mexicaine du gouvernement espagnol, à la perpétuité du maintien de la forme du gouvernement fédéral et de la liberté de la presse.

Les autorités de San-Luis de Potozi ont donné leur adhésion à la conduite du Président Santa-Anna.

NOUVELLES RECENTES D'EUROPE.

Le *Rhone*, parti du Hâvre le 19 juin, est arrivé à New-York et a apporté des journaux de Paris jusqu'au 18. Le *Rhone*, de Liverpool, y est également arrivé. Les dates de Londres sont du 23 et celles de Liverpool du 24. Nous donnons aujourd'hui tous les extraits qui nous ont paru de quelqu'importance.

Le 25 juin on devait donner un dîner public au général Mina, à Londres, avant son départ pour l'Espagne, où l'on sait qu'il va occuper un emploi important sous le gouvernement actuel. Joseph Bonaparte a demandé qu'on écrivît son nom parmi les membres du comité destiné à préparer ce dîner.

Le *Times* rapporte que le général Moreno, qui vient en Angleterre avec don Carlos, est le même homme qui a pris et fusillé le malheureux général Torrijos, Mr. Boyd et leurs partisans.

Ce journal a déjà parlé de l'arrivée de don Carlos en Angleterre. Il a débarqué à Portsmouth le 19 juin, avec sa famille et sa suite d'un Yacht qu'on lui avait envoyé pour le recevoir du vaisseau le Donegal.

Le vendredi 20 juin, en réponse une question faite par le marquis de Londonderry, le comte Grey a déclaré que le gouvernement avait l'intention de recevoir et de traiter don Carlos, pendant tout le tems qu'il résiderait dans les états de la Grande Bretagne, comme un prince du sang d'Espagne.

Le parlement d'Angleterre s'est principalement occupé à discuter le sujet des dîmes, les lois des pauvres, et la propriété d'accorder les honneurs de l'université aux non-conformistes. Il s'est passé un acte dans la chambre des communes pour accorder ces honneurs aux non-conformistes, à une majorité de 174 voix.

D'après le but de ces discussions, il est évident qu'il existe un grand parti en Angleterre décidé à réduire les revenus du clergé anglican, et bien des gens qui voudraient détruire toute liaison entre l'église et l'Etat. Le comte Grey s'est obligé à maintenir cette liaison, et l'entretiendra sans doute autant qu'il le pourra, mais le courant est devenu bien fort depuis que lord John Russel a fait rappeler le serment du Test en 1828. Les tories perdent tous les jours de leur crédit pendant que le parti libéral gagne des forces proportionnées à la perte des Tories. On croit que la chambre des lords va rejeter le bill pour l'admission des non-conformistes à prendre des degrés à l'université. Mais les journaux parlent de la passation finale du bill d'un ton qui indique beaucoup de confiance.

Mr. Buckingham, le membre de Leeds, va proposer au parlement un bill pour supprimer l'usage barbare des duels.

Grêle.—Un terrible orage accompagné de grêle est passé sur Brighton et son voisinage. Plus de 700 carreaux de vitre en ont été brisés au palais du roi, et 500 dans les écuries. Le dôme ressemblait à un tamis. Dans plusieurs parties de la ville, le dommage qu'on a éprouvé est considérable, et dans cet endroit seul, la perte en vitres s'estime à 3 ou 4000 livres sterling. Lord Gager a perdu à l'île plus de quatre mille carreaux de vitre. Il périt beaucoup d'oies, de dreux et d'autres oiseaux des cours qu'ils requrent des grains de grêle.

La compagnie des terres anglo-américaine, établie dans l'intention de donner des facilités à ceux qui désireraient aller s'établir au Bas-Canada, s'est assemblé le 19 juin à la taverne de Londres, pour y recevoir le rapports des directeurs sur l'état des affaires de la compagnie. Le rapport et le discours du gouverneur qui l'explique sont deux beaux morceaux.

Des personnes qui en sont bien informées nous disent que Charles X vient d'envoyer à don Carlos un mandat sur un banquier de Londres pour la somme d'un million de francs. (40,000 livres sterling.)

Mr. Spring Rice, nouveau secrétaire des colonies, ayant été obligé de renoncer à son siège dans la chambre des communes en entrant dans le ministère, vient d'être réélu par Cambridge, mais à une faible majorité. Le ministère crut qu'il était de la dernière importance pour lui que Mr. Rice fût nommé, et n'épargna aucune peine pour y réussir. C'est l'opinion générale que le ministère actuel peut changer à chaque instant. *Le Times* et le *Morning Herald*, journaux du premier ordre, sont ses grands ennemis ; on dit même qu'il ne continue à exister que parce personne ne veut entrer dans une nouvelle réforme ; les ministres auraient dans ce cas là une méthode extraordinaire de garder leur place, qui ne doit pas leur attirer de l'envie.

En Angleterre, le bill pour accorder aux Israëlites les mêmes privilèges dont jouissent les autres sujets de S. M. B. a passé à la chambre des communes.

Il y a eu quelques nouveaux changements dans le cabinet anglais. Le duc de Richmond a résigné sa place de maître de poste générale et le marquis de Coningham a été nommé à sa place. Le capitaine Byng a été nommé lord de la trésorerie. Lord Grey continue à occuper la place de premier ministre, malgré les clameurs des principaux journaux.

Les nouvelles de France n'offrent rien d'important. Le roi et la reine de la Belgique sont arrivés à Paris. Le Dr Gervais, qui, dans un écrit, avait avancé que les officiers du gouvernement avaient connais des actes de la plus grande cruauté dans les troubles de Lyon, a été trouvé coupable et condamné à un emprisonnement et à une amende. L'éditeur du *Messager*, qui avait publié le libelle, a été acquitté. Les élections pour le renouvellement de la chambre, absorbent entièrement l'attention publique.

Un changement a eu lieu dans le ministère espagnol. Le comte Torreno a remplacé M. Inez au département des finances. Il y a eu quelques troubles au théâtre de Madrid, à cause de la douceur rencontrée à don Carlos ; mais la capitale jouit d'une tranquillité parfaite, et les rangs des carlistes s'éclaircissent journellement.

Don Miguel est parti pour Gênes à bord de la frégate anglaise *Star*. Il emmène avec lui une suite de 48 personnes. Il paraît qu'il n'y a eu d'autres conditions faites avec lui, que celle qu'il ne commettra aucune offense envers le nouveau gouvernement. Son armée est entièrement dispersée, et il a ordonné aux places qui tiennent pour lui d'avoir à se rendre au pouvoir de donna Maria. Une pension annuelle de 50,000 francs lui est accordée.

Les cortès portugaises sont convoquées. Mais l'on a exclu de l'échange de lettres [illegible] qui avaient soutenu don Miguel. Par un autre décret, les monnaies de toute espèce sont abolies, leur poids et leur titre est constaté, et tous les revenus du royaume seront versés dans les caisses de l'état. Un traité vient d'être conclu entre la compagnie de vers [illegible] Douro. Une mesure est actuellement à l'ordre du jour. Le Portugal [illegible] dans la tranquillité sous le gouvernement de don Pedro, en qualité d'régent pour sa fille.

La Vieille [illegible] de Funchal vient d'être occupée par les troupes de la confédération allemande aux ordres du général [illegible]. Le [illegible] vient de protester, et les [illegible] ont été [illegible] comme [illegible] et comme coupable d'insurrection.

RUSSIE ET TURQUIE.

[illegible]

ESPAGNE.

Madrid, 11 juin.

La reine de Madrid [illegible] que [illegible] Les [illegible] Alexandre, que l'on voit [illegible] ne [illegible] dans l'Etat de Mexico.

[illegible] Madrid, pour retourner auprès de son souverain. Les trois puissances du Nord, [illegible] ne [illegible] à la cour d'Espagne. La cour ira vendredi à Madrid le 15 du présent mois et ne quittera pas probablement cette ville cette année, à cause de l'assemblée des Cortès. On attend à Madrid Mr. San Miguel, ministre des affaires étrangères en 1823.

La maison Cerrasco et Cie de Madrid, une des premières pour les capitaux qu'elle possède, vient de suspendre ses paiements.

FRANCE.

PARIS, 21 juin.

A la fin, l'incertitude qu'on nous remarquait sur la politique générale va donc cesser. Les élections commencent et finiront aujourd'hui, excepté dans les cas où il deviendra nécessaire de remettre aux voix, mais demain tout sera terminé.

Ce n'est qu'avec difficulté qu'on peut se permettre de deviner le résultat de ces élections à Paris ; depuis hier on avait hier, une légère réaction s'était fait sentir en faveur des candidats de l'opposition, ce qui avait fait croire que MM Lafitte, Salverte, Chardel, Obillon Barrot, Dupont de l'Eure, Arago, Dupons et Berond, (l'auteur de la charte,) seraient nommés.

On les regarde comme des hommes libéraux, honnêtes dévoués à la patrie, monarchistes modérés, contre lesquels le gouvernement exerce toute son influence.

Du paragraphe suivant, daté du 21 juin, il paraîtrait que la chaleur éprouvée à Paris a été presque aussi forte qu'à New-York.

Après une suite d'alternatives plus subites et plus grandes que l'on ait jamais éprouvées selon moi, en Angleterre, le temps est devenu extrêmement chaud. Saint Médard, (le saint Swithin des Français,) le jour de la fête, 8 juin, il avait plu à verse, avait perdu tout son crédit. On n'a pas vu le moindre nuage depuis les trois derniers jours. Hier, à une heure, le thermomètre de Fahrenheit s'était élevé à 86 degrés un quart dans l'ombre. Ce matin, à 9 heures, nous avions 77 degrés ; au moment où j'écris, Réaumur marque 25 ou à peu près 86 degrés et demi de Fahrenheit.

Le Moniteur contient une ordonnance royale, qui appelle au service actif trente mille hommes, conformément à la loi du 5 mai dernier.

M. St. Amand, éditeur du Progressif de l'Aube a été condamné à trois mois de prison et à deux mille francs d'amende pour avoir publié un article dans son journal qui conseillait de renverser le gouvernement actuel, et d'en établir un autre.

GARE A QUI LA TOUCHE !

Certes, dans tous les temps, à toutes les époques, il a été beau de voir les peuples pénétrés d'un saint respect pour leurs institutions ; et loin de blâmer ce sentiment, il excite au plus haut point notre admiration. C'est lui qui, pendant quinze siècles, a fait briller d'un si grand éclat, cette religion catholique que l'on était accoutumé à regarder comme la religion définitive, de même qu'avant l'apparition de Jésus, on ne croyait pas au changement de la religion de Moïse. Cependant la religion de Jésus a succédé à celle de Moïse, et pour peu que l'on réfléchisse à ce qui se passe depuis trois siècles, et surtout de nos jours, on se convaincra facilement que la religion catholique est aussi destinée à subir de grands changements. Mais il faut que les esprits soient bien disposés à recevoir ces changements et qu'ils y aient été préparés pendant long-temps avant qu'ils n'arrivent.

Mais, si nous remarquons que, tant d'institutions que l'on a regardées comme les meilleures, à l'époque où elles étaient en vigueur, ont disparu pour faire place à d'autres qui, à leur tour, ont été considérées comme étant le *nec plus ultrà* de la perfection humaine, pouvons-nous, foulant aux pieds les leçons de l'expérience, être assez aveugles pour croire que nos enfans ne changeront rien aux institutions de leurs pères, pour croire qu'ils placeront exactement leurs pas dans l'empreinte que nous leur aurons marqués ? Ce serait le comble de la déraison, ce serait vouloir enchaîner toutes les intelligences, ce serait blesser la justice et porter atteinte à la liberté ! Il y a donc folie à s'écrier : *Gare à qui la touche !*

Que dans des temps plus reculés, lorsque les hommes étaient encore enveloppés dans les ténèbres de l'ignorance, et que leurs membres portaient encore l'empreinte des fers de l'esclavage, on ait pu proférer cette parole : *Gare à qui la touche!* il n'y a pas lieu de s'en étonner. Mais qu'aujourd'hui dans le pays de la liberté, dans un siècle où les lumières sont répandues dans toutes les classes de la société, notre bouche profère, et nos oreilles entendent sans frémir, des paroles que le seul despotisme des Papes et des Rois a jetées aux peuples comme une menace, voilà ce qui doit surprendre, voilà ce qui doit faire voir combien notre éducation politique a encore besoin d'être perfectionnée ! Il faut que l'on se persuade de cette grande vérité, que nous valons mieux que nos pères, et que nos enfants valdront mieux que nous. C'est ce qui, de nos jours, a fait dire à un grand philosophe : *l'âge d'or est devant nous.* Nier cette vérité, c'est nier la perfectibilité humaine, c'est nier Dieu.

En effet, si nous pensions comme nos pères, si nos pères eussent pensé comme leurs pères, et qu'ainsi en remontant jusqu'à Adam, chaque fils eût toujours pensé comme son père, où en serions-nous ? Mais, si l'expérience de tous les siècles nous prouve qu'il n'en est pas ainsi, nous sommes obligés d'admettre qu'il y a progrès ; or, s'il y a progrès, pouvons-nous empêcher que ce qui est ne subisse des modifications ? pouvons-nous donne raisonnablement dire à nos enfants : *Gare à qui la touche!*

Nous avons été libres de nous donner les institutions qui nous ont convenu ; pourquoi nos enfants n'auraient-ils pas le même privilège que nous ? nous appartient-il de tracer des limites que leur intelligence ne pourra pas dépasser ? Si nous avons apporté des améliorations aux institutions du passé, nos enfans ne pourront-ils pas profiter de nos sages découvertes, pour en faire de nouvelles à leur tour ? Telle est la marche de l'esprit humain ; prétendre la changer, ce serait vouloir bouleverser l'ordre établi par la nature.

Soyons donc assez sages pour penser que nous ne sommes pas arrivés au dernier degré de perfection qu'il est permis à l'intelligence humaine d'atteindre ; et tout en admirant nos œuvres qui sont belles, qui sont grandes, ne soyons pas assez injustes pour penser que nos fils n'en feront pas encore de plus belles et de plus grandes. N'est-il pas, au contraire, bien glorieux pour un père de se voir dépasser par son fils ? gardons-nous donc bien, en parlant à nos enfants de nos institutions qui sont notre arche sainte, de leur faire cette menace rétrograde : *Gare à qui la touche !* Excitons, au contraire, leur emulation, en leur répétant : nous avons fait mieux que nos pères, nous nous en glorifions ; mettez votre gloire à faire aussi mieux que nous.

CONSEIL DE VILLE.

SEANCE DU 9 AOUT 1834.

M. Mercier au fauteuil,—Les membres présents sont MM. Pritchard, Montegut, Dixon, Pédesclaux, McCready et Schmidt.

Lecture du procès verbal de la séance précédente ayant été faite ; le secrétaire donne lecture de la lettre suivante du maire.

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

9 août 1834.

Messrs. le président et les membres du Conseil de Ville,

J'ai l'honneur d'informer le conseil qu'en vertu de sa résolution de la date du 30 juillet dernier, qui autorise le maire à contracter avec Mr. Evariste Blanc pour l'achat de la terre qui offrait à vendre à la ville pour l'établissement d'un cimetière, pourvu que le prix n'en eût pas $80,000, j'ai conclu avec le dit sr Blanc pour la somme de quarante cinq mille piastres, payables en *bonds* de la corporation à trente ans de date, avec intérêt de 5 pour cent par an.

Je transmets ci-joint le reçu du trésorier de la ville de $22,992 et 50 cts, et vingt mille piastres provenant du prêt que lui a fait la corporation, et $22,9 2 et 50 cts de la vente des esclaves Louisa. Les polices d'assurances qui m'avaient été remises par le sieur Cardwell pour la somme de vingt cinq mille piastres a été remise par moi au trésorier de la ville.

Je suis respectueusement,

Messieurs,

Votre dévoué serviteur,

D. PRIEUR, Maire.

(Signé)

M. Montégut présente le rapport suivant :

Le comité auquel a été renvoyé la pétition de Messieurs D. F. Barthe et Laurent Milaudon, au nom de la Compagnie du Chemin à Coulisses de la Nouvelle-Orléans et de Carrollton, rapporte :

Qu'après avoir mûrement réfléchi sur les avantages qui résultent et pour le commerce et le public en général, si toute autre compagnie de chemin de fer ne prétend pas avoir le droit de ne pas [illegible] que vous lui avez imposé [illegible] de la dite compagnie, [illegible] qui amène [illegible] et de plus [illegible] à [illegible] et [illegible] à [illegible] et [illegible] à [illegible] et